



## Liminaire CTL du 4 octobre 2022

Lors de la présentation du projet de loi de finances, le gouvernement a annoncé l'embauche de 10 764 emplois de fonctionnaires alors que pour la DGFIP ce sera **850 suppressions de postes, même 3 000 sur 5 ans !!!** Ils vantent notre exemplarité nous voila donc remerciés de nos efforts et de notre investissement.

**Quelle belle récompense !**

**Car on peut vous dire merci !**

- **Merci de ces bilans parfaits !**
- **Merci de cacher les réalités du terrain !**
- **Merci de tout faire pour que les statistiques soient bonnes, et ainsi de les détourner de leurs véritables fonctions !**

Vous nous livrez pieds et poings liés sur l'autel de la rigueur budgétaire !

Cet acharnement contre la DGFIP, met en danger l'existence même d'un service public des finances et le contrat social de notre pays.

Ajoutons à ça, une politique salariale minable, une mobilité de plus en plus subie, et nous avons le bon cocktail pour attirer les talents de demain !

Les agents se sont opposés lors de la grève du 29 septembre à cet acharnement !

Mais, avec le 5<sup>e</sup> taux de grève national, les collègues de la DDFIP 34 expriment encore plus leur mécontentement !

Car à force d'être victimes de suppressions d'emplois, de postes vacants, de restructurations, et de délocalisations, **nous sommes à bout !**

**Solidaires Finances Publiques revendique l'arrêt des suppressions d'emplois et l'augmentation substantielle du point d'indice, pour que la DGFIP puisse enfin redevenir une administration attractive et remplir ses missions de services au public !**